

La presse africaine face au défi des nouvelles technologies

Seydou Sissouma

*Chef de service, responsable de la Cellule Internet au quotidien Le Soleil (Dakar, Sénégal)
Rédacteur en chef du Réseau MEDIAF
sissouma@hotmail.com*

« Internet, une chance pour les médias et la démocratie en Afrique ? »¹ : c'est autour de cette interrogation que l'Agence panafricaine d'informations (Pana) et l'Institut Panos lançaient, en juillet 1997 à Dakar au Sénégal, l'une des plus importantes concertations sur la place d'Internet dans les stratégies de développement des médias africains. Le séminaire avait regroupé une cinquantaine de responsables (directeurs de journaux ou radios, rédacteurs en chef) de 19 pays d'Afrique australe, de l'Ouest et du Centre et bénéficié du soutien d'institutions comme l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, l'Unesco, etc.

Cette rencontre a d'autant plus valeur de "repère" pour l'évolution des médias africains sur Internet qu'elle est intervenue à un moment où l'implantation du réseau était au stade de balbutiement dans la plupart des États. Une étude réalisée à l'époque révélait que sur 48 pays africains, 27 bénéficiaient d'un accès total à Internet, 12 d'entre eux n'avaient accès qu'au courrier électronique et les neuf autres ne disposaient d'aucune connexion au réseau.

La connectivité des médias était, à l'époque, à l'image de ce nouvel environnement technologique émergent. À titre d'exemple, à peine une dizaine de journaux d'Afrique de l'Ouest, répartis entre cinq pays, avaient accès au réseau Internet sur les 16 membres que compte la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le tableau était le même dans les autres grandes régions géographiques du continent, à l'exception de

l'Afrique australe où le taux de connectivité des médias était plus significatif, sous la poussée du géant sud-africain.

Quatre ans après le séminaire Pana-Panos de Dakar, le réseau Internet connaît d'une manière générale un niveau de développement appréciable en Afrique, notamment dans le secteur des médias à la fois comme outil de travail et espace de diffusion de leur production. À travers ses sites Internet, la presse africaine a acquis de nos jours une réelle visibilité sur le réseau des réseaux et elle contribue pour une part importante à l'affirmation de contenus africains sur la Toile. L'évolution de la presse sénégalaise reflète assez bien cette tendance. En 1996, seul le groupe Sud Communication, première véritable entreprise de presse privée, disposait d'un site Internet. Aujourd'hui, pas moins de cinq autres médias de la place (journaux, radios) ont développé une présence sur la Toile.

L'Internet n'est du reste pas, parmi les nouvelles technologies de communication, le seul moyen de diffusion sur lequel s'appuie la presse sénégalaise. La chaîne de télévision publique (RTS) est relayée depuis plus d'un an par le satellite ComSat en direction de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient ; les radios privées Sud FM et Walf FM font partie du bouquet WorldSpace de diffusion numérique par satellite et cohabitent avec CNN-Radio, des radios sud-africaines, égyptiennes, etc. Ces initiatives dénotent une claire perception par les médias des mutations et une volonté de s'inscrire dans la dynamique du mouvement, même si l'ambition est le plus souvent contrariée par la faiblesse des moyens.

Au commencement était la PAO...

Les stratégies Internet en cours sont pour la presse une volonté d'adaptation à son environnement technologique. La première grande révolution en la matière a été l'introduction au milieu des années 1980 de la publication assistée par ordinateur (PAO) dans les rédactions. « L'émergence et la floraison des journaux privés sont liées à l'appropriation étonnamment rapide de la PAO par les éditeurs de presse. La presse indépendante est véritablement un rejeton Macintosh » : cette formule un peu tranchée de Diana Senghor de l'Institut Panos situe la part déterminante des outils d'édition électronique dans l'essor de la presse africaine, en plus évidemment du contexte politique favorable qui s'est créé au début des années 1990 dans le sillage du processus de démocratisation.

La publication assistée par ordinateur a profondément bouleversé les schémas traditionnels de fabrication du journal, amoindri les coûts et remodelé le visage des rédactions de presse. Elle a permis la suppression

de toute la chaîne de sous-traitance pré-*pre*-presse allant de la copie manuscrite à l'unité de composition jusqu'au montage des pages. Le résultat fut un gain de temps substantiel dans la fabrication du journal et une réduction des charges de réalisation technique et du personnel².

Dans le secteur de la radio, la popularisation de la diffusion en modulation de fréquences a eu le même effet, à savoir une explosion de l'offre. Un pays comme le Mali ne compte pas moins d'une centaine de stations de radio FM de toutes natures (commerciales, communautaires, rurales, etc.). Ce boom de la radiodiffusion, couplé à une baisse conséquente du prix du poste-récepteur, a puissamment contribué à asseoir le débat démocratique en Afrique et instaurer un nouveau rapport du citoyen à la politique. Les radios sont devenues à la fois un espace d'interpellation de tous les acteurs de la vie nationale et d'expression directe citoyenne à travers les émissions interactives.

L'élection présidentielle de février-mars 2000 au Sénégal, sanctionnée par une alternance à la tête de l'État, a été une illustration du poids des médias en général, et de la radio en particulier, dans la vie politique, notamment dans le contrôle de la transparence du processus électoral. Pour la première fois dans l'histoire politique du Sénégal, une élection était vécue en direct sur les ondes par la grâce de ce qu'un spécialiste des nouvelles technologies au Sénégal a appelé un « mariage réussi » entre la radio et le téléphone portable, moyen de liaison entre les nombreux reporters disséminés sur tout le territoire national pour rendre compte, jusque dans les moindres détails, de toutes les péripéties du scrutin présidentiel. La diffusion en temps réel des résultats au soir du second tour (à 22 heures, le choix des Sénégalais ne faisait plus l'ombre d'un doute) a largement contribué à annihiler les velléités de manipulation supposées ou réelles du suffrage³.

Ce coup d'éclat journalistique ne doit cependant pas faire oublier que la prolifération des radios et journaux est une médaille qui a son revers, fait de dérapages, de professionnalisme souvent approximatif en l'absence de formations adéquates. Mais le constat global reste incontestablement l'élargissement des espaces de liberté. Cette capacité des médias africains à s'adapter aux innovations technologiques explique sans doute le niveau de pénétration relativement satisfaisant dans les rédactions. Mais à la différence de la PAO, dont l'apport dans le développement de la presse a été surtout d'ordre technique, le réseau des réseaux pose aux professionnels des médias un défi technologique d'une tout autre nature touchant aux contenus et donc à l'exercice même du métier de journaliste.

Ce débat sur les contenus, comme le rappelait le directeur général

du quotidien sénégalais *Le Soleil*, El Hadj Hamidou Kassé, lors d'une conférence en mars 2001 sur le thème « Médias et Internet : enjeux et perspectives » à l'occasion de la Fête de l'Internet, renferme une double interrogation : « En quoi les ressources du Net peuvent-elles contribuer à améliorer l'activité journalistique des professionnels africains, mais aussi comment assurer une présence en ligne de nos médias (tous supports confondus) qui tiennent compte des exigences de ce nouveau média dans le cadre de la diversification de nos produits rédactionnels ? »⁴

Dans sa communication, M. Kassé s'est longuement appesanti sur l'importance des sources documentaires, dimension essentielle, à ses yeux, d'un journalisme de qualité : « Le meilleur article de presse est sans doute un article bien écrit, mais il est aussi et surtout un article bien informé et documenté. Les ressources du Net deviennent une donnée incontournable dans notre activité journalistique. » Mais le conférencier s'est empressé d'attirer l'attention des professionnels de la communication sur la nécessité de soumettre le fruit de leur recherche documentaire sur Internet aux critères les plus rigoureux de validation de l'information : « Le réseau des réseaux est un espace ouvert à tous où cohabitent toutes sortes de données, des plus fiables aux plus fantaisistes. »

Parallèlement à l'utilisation des bases de données en ligne, le courrier électronique est devenu, au cours des dernières années, un outil de travail du journaliste africain dans le cadre de la collecte de l'information. L'avantage comparatif en coût par rapport au téléphone et la possibilité de joindre des personnes-ressources en tous lieux ont contribué grandement à faire entrer l'usage du "courriel" dans les mœurs journalistiques en Afrique. Les envoyés spéciaux dépêchés pour couvrir des manifestations à l'étranger ont également de plus en plus recours au courrier électronique comme moyen de transmission de leurs articles à leurs rédactions.

Un espace-monde pour les médias africains

« Si l'Afrique a quelque chose à dire au monde, elle n'a jamais trouvé un outil aussi puissant pour le faire savoir » : cette réflexion, débordante d'optimisme, d'un universitaire du continent sur le médium Internet interpelle – par-delà les chercheurs – les médias africains dont la vocation première est de produire des contenus. Cette bataille des contenus répond à deux impératifs. Le premier est d'ordre politique. Depuis les indépendances, les dirigeants politiques et les professionnels de l'information africains n'ont eu de cesse de dénoncer la place marginale qu'occupe le continent dans le système d'informations mondial dominé

outrancièrement par les grandes agences occidentales. La polémique portait tout autant sur le volume que le traitement de l'information, décrié pour sa focalisation excessive sur la face la moins reluisante de l'actualité africaine.

Le Sénégalais Amadou Makhtar Mbow, à l'époque directeur général de l'Unesco, a symbolisé au début des années 1980 ce combat pour l'émergence d'un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) qui s'était heurté à une opposition déterminée des États-Unis et de la Grande-Bretagne, deux pays qui ont fini par suspendre leur participation à l'Unesco en 1985, accusant l'organisation de céder à la tentation d'une politisation peu conforme à ses objectifs. L'échec du NOMIC relevait donc, d'abord et avant tout, de raisons politiques dans un contexte international marqué par les stigmates de la guerre froide.

Vingt ans après cet homérique bras de fer Nord-Sud, le développement de l'Internet, en tant que réseau ouvert et accessible à des coûts nettement moins élevés, offre l'opportunité aux médias africains d'exposer au monde leur vision de tout ce qui touche à la vie des États et du continent. Pour parodier le slogan publicitaire : « une information produite par des professionnels africains sur l'Afrique et en Afrique ».

Mais la puissance du médium (Internet en l'occurrence) n'est qu'un atout technique. Le défi à relever sera celui des contenus à travers une production quantitativement et qualitativement à la mesure des enjeux. Un tel choix stratégique passe par une redéfinition des politiques éditoriales. Le site Internet ne doit plus se réduire à une vitrine sur le réseau mondial ou à une reproduction des supports traditionnels, mais s'affirmer comme un produit autonome à forte valeur ajoutée et conçu aux normes d'un public autre que national. Il n'est pas rare qu'un internaute malien se retrouve dans l'incapacité de décoder un article d'un journal ivoirien à cause des référents culturels qui structurent le texte préalablement destiné à un lectorat local. On peut multiplier à l'envi les exemples à l'échelle du continent. Que dire alors du lecteur canadien ou japonais ? "Écrire pour le Net" devient dès lors un passage obligé pour le succès de la presse africaine en ligne.

Le second impératif qui commande la bataille des contenus est celui de la rentabilisation des supports en ligne. La création et la gestion de sites Internet, plus globalement l'accès aux nouvelles technologies de l'information, ont un coût que les entreprises de presse ne peuvent supporter éternellement en l'absence de toute perspective pour les produits en ligne de générer des ressources.

Internet, plate-forme d'échanges entre professionnels des médias

« Une presse cloisonnée et atomisée » : ce diagnostic lucide, dressé sur l'extrême faiblesse des échanges entre médias africains lors du séminaire de Dakar en juillet 1997, a été à la base d'une série d'initiatives pour la constitution de réseaux de partage d'informations entre journaux dont le projet de Réseau des médias francophones du Sud, soutenu et financé par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF). À l'issue de la rencontre de Dakar, l'AIF avait commis un groupe d'experts composé de journalistes et de spécialistes des technologies de l'information chargé de réfléchir dans deux directions : la modernisation de la presse écrite africaine (au plan de l'équipement et de la gestion) et la promotion des échanges entre les journaux. Ce projet a donné naissance à deux dispositifs. Il s'agit, d'une part, du Fonds d'appui à la presse qui, à la date du dernier comité de sélection en décembre 2000, a financé une cinquantaine de journaux dans des domaines aussi divers que l'acquisition d'équipements informatiques, la connexion à Internet, la formation, etc., et d'autre part, le Réseau des médias francophones réunissant des publications francophones du Sud engagées dans un partenariat fondé sur le partage, l'échange d'informations et la production de dossiers thématiques à travers une plateforme sécurisée sur Internet. Le premier enseignement que l'on a pu tirer de l'expérience, lancée en mars 2000, c'est la diversification des sources d'information des journaux membres du réseau, l'enrichissement des contenus et surtout le lien tissé entre professionnels de l'information de différents pays. Dans le secteur de la radio, l'Institut Panos-Afrique de l'Ouest a développé une initiative similaire permettant aux stations partenaires d'échanger des émissions, programmes en s'appuyant sur le support Internet.

Ce rapide aperçu des usages des nouvelles technologies atteste des efforts et du souci d'adaptation des médias africains, même s'il reste bien sûr encore beaucoup à faire pour maîtriser – ici comme ailleurs – les multiples facettes de ces nouveaux outils en constante évolution ■

Notes

1. « Internet, une chance pour les médias et la démocratie en Afrique », Séminaire Panos-Pana, Dakar, juillet 1997.
2. Alain Just Coly et Seydou Sissouma, « Presse sénégalaise, le règne du Macintosh », *Le Soleil*, Cahier multimédia.

3. Modou Mamoune Faye (2000), « Sénégal : quand les radios font de la vigie électorale », dossier SYFIA-MEDIAF sur *Culture et pratiques démocratiques en Afrique francophone*.
4. El Hadj Hamidou Kassé, « Presse et Internet, enjeux et perspectives », Fête de l'Internet au Sénégal, mars 2001.

